

Questions orales

tionné que possible, afin de protéger la vie des gens et le coût de la recherche que nous effectuons.

Je dois dire aussi que, tant au Cabinet qu'au sein des comités et du ministère des Transports, l'honorable député peut compter sur mon entière collaboration pour appuyer le ministre des Transports dans cette voie.

Quant au rapport, j'en discuterai avec mon collègue, le ministre des Transports, pour savoir s'il peut être publié ou non.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL
DU GOUVERNEMENT DU GABON

Mme le Président: Je désire signaler la présence appréciée, dans la tribune, de l'honorable Louis-Gaston Mayila, ministre secrétaire-général du gouvernement du Gabon.

● (1430)

[Traduction]

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DES RESSOURCES
NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU MEXIQUE

Mme le Président: Je voudrais aussi vous signaler la présence à notre tribune de M. Andrez De Oteyza, ministre des Ressources naturelles et du Développement industriel du Mexique.

Des voix: Bravo!

* * *

L'INDUSTRIE

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'AIDE AUX
SOCIÉTÉS CANADIENNES ÉPROUVANT DES DIFFICULTÉS
FINANCIÈRES

L'hon. George Hees (Northumberland): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme le gouvernement a annoncé qu'il aiderait Massey-Ferguson qui est en proie à des difficultés financières, aura-t-il pour politique à l'avenir de se porter au secours de toutes les entreprises canadiennes, indépendamment de leur importance, qui éprouvent le même genre de difficultés, et a-t-il l'intention de proportionner l'aide à l'importance de l'entreprise?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, la déclaration que j'ai faite hier concernait l'aide que, de concert avec la province d'Ontario, nous avons décidé d'offrir dans le cadre du refinancement de Massey-Ferguson.

La question de savoir si des cas semblables se produiront à l'avenir devra être tranchée en fonction des circonstances entourant chaque cas et, en particulier, en fonction des répercussions pour l'ensemble du Canada des coûts et rendements économiques associés à la société en cause.

M. Hees: Madame le Président, étant donné qu'un emploi de perdu est tout aussi important dans une région comme dans une autre, et étant donné que les employés d'une société, quelle qu'en soit l'importance, sont tout aussi importants que les employés d'une grosse société, le gouvernement a-t-il l'inten-

tion d'accorder exactement le même traitement, le même appui et le même intérêt qu'il est prêt à accorder à Massey-Ferguson, ainsi qu'il vient de l'indiquer, ou croit-il tout simplement que «gros, c'est mieux»? Le gouvernement ne s'intéresse-t-il pas vraiment au sort des petites sociétés qui éprouvent le même genre de problèmes financiers que les grosses?

M. Gray: Madame le Président, nous offrons déjà une aide très importante aux petites et moyennes entreprises du Canada grâce à des programmes tels que la Banque fédérale de développement ainsi que les programmes de développement des entreprises.

Une voix: Assez!

M. Wilson: Répondez à la question.

M. Gray: Nous sommes bien prêts à envisager la possibilité de nouvelles initiatives qui s'ajouteraient à ces programmes qui remportent beaucoup de succès. J'ai particulièrement noté que mon cher collègue semblait abandonner la traditionnelle réticence du parti conservateur à laisser le gouvernement intervenir dans le secteur privé.

M. Hees: En d'autres termes, la politique du gouvernement est: «gros, c'est mieux, et au diable tout le reste».

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: A l'ordre!

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

LA POLITIQUE DE DISPOSITION DES TERRES DE LA COURONNE
DU GOUVERNEMENT DE LA C.-B.

M. Lyle S. Kristiansen (Kootenay-Ouest): Madame le Président, en l'absence du ministre de l'Environnement, qui est responsable des questions relatives à la sylviculture, je poserai ma question au ministre chargé des relations intergouvernementales. Le 1^{er} juillet 1980, le gouvernement de la Colombie-Britannique a annoncé une nouvelle politique de disposition des terres de la Couronne qui risque d'entraîner la perte et la destruction de dizaines de milliers d'acres de forêt à des prix ridicules, et cela, alors que tous les gouvernements ont réaffirmé, par l'intermédiaire du CCMRE, la nécessité d'accroître nos superficies boisées.

Le gouvernement est-il au courant de cette politique et des effets désastreux qu'elle risque d'avoir sur nos ressources forestières? Si oui, quelles mesures a-t-il prises pour dissuader le gouvernement de la Colombie-Britannique de liquider aussi aveuglément cette ressource naturelle d'une importance vitale et qui disparaît rapidement?

M. Roger Simmons (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement): Madame le Président, le député doit savoir que la décision du gouvernement de la Colombie-Britannique relève exclusivement de lui parce que les ressources forestières appartiennent aux provinces. Le député nous fournit l'occasion d'affirmer que le gouvernement fédéral n'a pas l'intention—et ne l'a jamais eue—de dire aux gouvernements provinciaux quoi faire de leurs ressources naturelles. Nous leur faisons confiance.